



**S O M M A I R E**

*Page*

Établissement d'une commission internationale impartiale, sous le contrôle des Nations Unies, chargée d'effectuer dans la République fédérale d'Allemagne, à Berlin et dans la zone soviétique d'Allemagne une enquête simultanée en vue de déterminer si les conditions qui y existent permettent d'organiser dans tous ces territoires des élections revêtant un caractère de réelle liberté (A/1938, A/AC.53/L.11/Rev.1, A/AC.53/L.13 et Add.1, A/AC.53/L.14) [suite] ..... 93

*Président : M. Selim SARPEN (Turquie).*

**Établissement d'une commission internationale impartiale, sous le contrôle des Nations Unies, chargée d'effectuer dans la République fédérale d'Allemagne, à Berlin et dans la zone soviétique d'Allemagne une enquête simultanée en vue de déterminer si les conditions qui y existent permettent d'organiser dans tous ces territoires des élections revêtant un caractère de réelle liberté (A/1938, A/AC.53/L.11/Rev.1, A/AC.53/L.13 et Add.1, A/AC.53/L.14) [suite].**

[Point 65\*]

**AUDITION DES REPRÉSENTANTS DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE.**

1. Le PRÉSIDENT, répondant à une demande d'explication formulée à la séance précédente par le représentant du Brésil, donne lecture d'une note du Secrétaire général relative aux conditions dans lesquelles le Service du protocole a assuré la réception des représentants de la République démocratique allemande et de laquelle il ressort que, si aucun arrangement analogue n'a été prévu pour la réception des représentants de la République fédérale d'Allemagne, c'est parce que le Secrétariat n'a pas été informé de l'heure d'arrivée de ces représentants et que, par ailleurs, il n'a été saisi d'aucune demande particulière de la délégation de la République fédérale d'Allemagne en dehors de l'établissement de cartes d'identité pour les membres de la délégation.

2. M. FISCHER (Israël), prenant la parole sur une motion d'ordre, estime opportun de relever que les représentants de la République fédérale d'Allemagne entendus le 8 décembre par la Commission (18<sup>e</sup> séance) n'ont pas saisi l'occasion qui s'offrait à eux pour exprimer la condamnation du régime nazi et leur sympathie pour les victimes de ce régime. Il convient, de l'avis du représentant d'Israël, que la Commission prenne note de ce fait qui indique la tendance du peuple allemand à ignorer ses responsabilités devant l'histoire.

3. Le PRÉSIDENT déclare que ce n'était pas là une motion d'ordre. Au cours de la discussion générale, le représentant d'Israël aura la possibilité de revenir sur la question qu'il a soulevée.

*Sur l'invitation du Président, MM. Bolz, Nuschke, Ebert et Ackermann, représentants de la République démocratique allemande, prennent place à la table de la Commission.*

4. M. BOLZ (République démocratique allemande) déclare qu'il est venu devant la Commission au nom de la République démocratique allemande et du peuple allemand épris de paix, pour exposer les vues de son gouvernement sur la question de l'établissement d'une commission internationale impartiale, sous le contrôle des Nations Unies, chargée d'effectuer dans la République fédérale d'Allemagne, à Berlin et dans la zone soviétique d'Allemagne une enquête simultanée en vue de déterminer si les conditions qui y existent permettent d'organiser dans tous ces territoires des élections revêtant un caractère de réelle liberté.

5. La délégation de la République démocratique allemande parle ici au nom de la nouvelle Allemagne démocratique et pacifique, surgie des ruines du régime nazi criminel et décidée à abandonner les voies de la guerre d'agression en Europe pour suivre celle de la coopération amicale avec tous les peuples épris de paix. Cette politique est fondée sur les décisions prises à Potsdam, au cours de la guerre, par les Puissances alliées.

6. En dépit de son existence encore brève, le Gouvernement de la République démocratique allemande a obtenu déjà d'heureux résultats dans l'œuvre de reconstruction pacifique de l'Allemagne, qui correspond aux vœux de l'immense majorité du peuple allemand. Il est résolu à tout mettre en œuvre pour que des élections libres puissent être organisées le plus tôt possible dans toute l'Allemagne.

7. En raison de la politique poursuivie en Allemagne occidentale par les Puissances occupantes, le peuple allemand se trouve, depuis la capitulation de l'Allemagne hitlérienne, dans une situation difficile. Les Puissances alliées ont, à Potsdam, contracté solennellement l'obligation d'assurer l'unité du nouvel État allemand et d'élaborer un traité de

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

paix démocratique avec l'Allemagne, et elles ont souligné que l'occupation de l'Allemagne n'avait qu'un caractère provisoire.

8. Le peuple allemand avait salué avec enthousiasme les décisions prises à Potsdam sur l'initiative du maréchal Staline. Il avait, en effet, compris qu'il fallait en finir avec les fauteurs de guerre, fonder la nouvelle Allemagne sur le principe de l'unité et de l'indépendance nationales et renoncer aux guerres d'agression et de conquêtes, qui ne peuvent que conduire à l'asservissement des peuples d'Europe. Or, le fait que les Puissances occidentales n'ont pas respecté les décisions de la Conférence de Potsdam n'a pas encore permis au peuple allemand de réaliser l'unification de l'Allemagne nouvelle. Pour la même raison, le traité de paix avec l'Allemagne n'a pas encore été conclu bien qu'il se soit déjà écoulé six années depuis la cessation des hostilités. La présence des troupes d'occupation en Allemagne occidentale, la remilitarisation de cette zone et les charges que cette remilitarisation entraîne pour l'Allemagne occidentale pèsent lourdement sur le peuple allemand, dont les aspirations ne peuvent être réalisées.

9. Dans les épreuves qu'il traverse, le peuple allemand jouit de l'appui noble et désintéressé de l'Union soviétique et des pays de démocratie populaire, et il est soutenu par l'intérêt que lui portent les pays sincèrement épris de paix. Il n'est malheureusement pas possible d'en dire autant des pays du bloc atlantique, qui sont responsables de la situation dans laquelle se trouve actuellement le peuple allemand.

10. Il est grand temps de mettre en œuvre les décisions de la Conférence de Potsdam, d'unifier le nouvel État allemand, de conclure le traité de paix, de retirer enfin les troupes d'occupation. Le peuple allemand ne comprend pas pourquoi les propositions soumises à cet effet par l'Union soviétique en 1947 et en 1949 à la Conférence des Ministres des affaires étrangères ont été repoussées par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni. La nouvelle Allemagne est éprise de paix. Elle est disposée à observer loyalement les conditions qui lui seront imposées par le traité de paix et à supprimer toutes causes de divergence avec les pays d'Europe et les États-Unis, et aussi avec l'Union soviétique, qui reste la meilleure amie du peuple allemand.

11. Le Gouvernement de la République démocratique allemande a toujours considéré que l'unification de l'Allemagne, sa transformation en un État démocratique indépendant et pacifique et le respect des clauses du traité de paix constituent pour lui une tâche essentielle, que le président Grotewohl a définie dans sa première déclaration gouvernementale. En vue d'accomplir cette tâche, le Gouvernement de la République démocratique allemande a soumis le 30 novembre 1950 au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne une proposition tendant à l'établissement, pour l'ensemble du pays, d'un conseil constitutif, composé de représentants de l'Allemagne occidentale et de l'Allemagne orientale. Il a soumis également à ce même gouvernement une proposition relative à l'élaboration du traité de paix. Il a, en outre, fait sur ce point des propositions aux Gouvernements de l'Union soviétique, des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France. Le conseil constitutif dont la création était envisagée devait fixer les conditions propres à assurer dans toute l'Allemagne des élections libres en vue de l'établissement d'une assemblée législative nationale.

12. Les initiatives prises par le Gouvernement de la République démocratique allemande ont reçu l'appui des masses populaires, aussi bien de l'Allemagne occidentale que de l'Allemagne orientale. Elles ont cependant été repoussées

par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. La Chambre des représentants de la République démocratique allemande a alors lancé un appel au Bundestag de la République fédérale d'Allemagne en vue d'organiser une conférence générale des représentants de l'Allemagne occidentale et de l'Allemagne orientale, qui aurait pour mission : a) de déterminer, pour l'ensemble de l'Allemagne, les conditions qui permettraient d'organiser dans toute l'Allemagne des élections au scrutin secret, libres et démocratiques, en vue de l'établissement d'une assemblée nationale chargée de jeter les bases d'une Allemagne unifiée, démocratique et pacifique ; b) d'étudier les mesures propres à la conclusion rapide d'un traité de paix, suivi du retrait des troupes d'occupation.

13. En présentant ces propositions, la Chambre populaire de la République démocratique allemande a indiqué qu'elle était résolue à conduire les négociations avec un esprit sincère de conciliation.

14. Dans la déclaration qu'il a faite devant le Parlement de la République fédérale d'Allemagne, le 27 septembre 1951, le chancelier Adenauer a indiqué quatorze points relatifs à la législation électorale, qui ont été approuvés par le Bundestag. De son côté, la Chambre populaire de la République démocratique allemande a estimé, lors de la séance qu'elle a tenue le 10 octobre 1950, que la majorité des propositions approuvées par le Bundestag lui paraissaient acceptables, et le Président de la République démocratique allemande, dans une lettre adressée le 2 novembre 1951 au Président de la République fédérale d'Allemagne, a stipulé que le soin de déterminer si les conditions existant en Allemagne permettaient d'y organiser des élections revêtant un caractère de réelle liberté doit revenir aux Allemands eux-mêmes, par l'entremise d'une commission composée de représentants de l'Allemagne orientale et de l'Allemagne occidentale, sous le contrôle quadripartite de l'Union soviétique, des États-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni et de la France.

15. Le même jour, le président Grotewohl a annoncé à la Chambre populaire la décision du Gouvernement de la République démocratique allemande de créer une commission chargée d'élaborer un projet de loi en vue de l'élection d'une assemblée législative nationale, en prenant pour base de ses travaux la loi électorale de la République de Weimar.

16. Tous ces faits montrent la volonté du Gouvernement de la République démocratique allemande de tout mettre en œuvre pour aboutir à une entente, librement conclue entre la République démocratique allemande et la République fédérale d'Allemagne, sur la question de l'organisation dans toute l'Allemagne d'élections revêtant un caractère de réelle liberté.

17. Avant de conclure, M. Bolz tient à présenter les considérations d'ordre général suivantes sur cette question : premièrement, il est essentiel, si l'on veut recréer l'unité allemande d'une manière pacifique, d'assurer l'entente de tous les Allemands ; deuxièmement, le moyen le plus rapide d'unifier l'Allemagne est d'organiser des élections libres en vue de l'établissement d'une assemblée législative nationale ; troisièmement, c'est sur une consultation générale du peuple allemand que doit se fonder un accord librement conclu entre les représentants de l'Allemagne occidentale et de l'Allemagne orientale, en vue de l'établissement d'une assemblée législative nationale et de l'élaboration des mesures propres à accélérer la conclusion d'un traité de paix.

18. Les propositions de la République démocratique allemande relatives à l'organisation, dans toute l'Allemagne, d'élections libres et à la conclusion rapide d'un traité de paix ont reçu l'approbation du peuple allemand épris de paix, mais elles ont été repoussées par les Puissances occidentales et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. L'attitude négative des Puissances occidentales résulte de l'orientation de leur politique à l'égard de la République fédérale.

19. En effet, cette politique tend actuellement à remilitariser l'Allemagne occidentale en vue de la préparation d'une nouvelle guerre. Or, des élections libres ne manqueraient pas de montrer que le peuple allemand est fermement opposé à une telle politique, et l'on comprend, dans ces conditions, que les Puissances occidentales, qui cherchent par tous les moyens à attirer l'Allemagne occidentale dans le bloc atlantique d'agression, s'y soient opposées.

20. Tout récemment, les Ministres des affaires étrangères des trois Puissances occidentales ont, sur l'inspiration des États-Unis d'Amérique, conclu un accord avec le chancelier Adenauer, prévoyant la remilitarisation de l'Allemagne occidentale et l'incorporation de l'ancienne Wehrmacht dans l'armée du général Eisenhower. Cet accord est contraire aux véritables intérêts du peuple allemand comme aux intérêts des autres peuples pacifiques. Il menace la paix et la sécurité en Europe et constitue un véritable acte de trahison nationale de la part des représentants de l'Allemagne occidentale, car il réserve aux Puissances occupantes de cette zone le droit d'intervenir dans des questions d'importance vitale pour le peuple allemand et, notamment, dans la question de l'unification de l'Allemagne, c'est-à-dire de l'unité allemande. Il assure en outre aux Puissances occupantes de l'Allemagne occidentale le prétendu droit de protection de leurs forces stationnées dans cette zone, droit qui leur permettra de justifier toute ingérence dans les affaires intérieures de l'Allemagne occidentale et de fouler aux pieds les droits les plus élémentaires du peuple allemand.

21. Enfin, l'accord conclu à Paris entre le chancelier Adenauer et les Ministres des affaires étrangères des Puissances occupantes de l'Allemagne occidentale sanctionne par une convention et pour une période indéterminée toutes les mesures que pourront prendre les Puissances occupantes dans cette région. Or, nul n'ignore que les États-Unis, le Royaume-Uni et la France accroissent constamment leurs forces d'occupation en Allemagne occidentale et créent sans cesse dans cette zone de nouveaux dépôts de matériel de guerre et de munitions. Il apparaît ainsi évident que l'objectif avoué des Gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France est la remilitarisation de l'Allemagne occidentale. La reconstitution des forces d'agression en Allemagne occidentale se poursuit à un rythme accéléré. Des négociations ont lieu depuis le début de l'année entre les experts militaires des Puissances du bloc atlantique et les experts militaires de l'Allemagne occidentale, en vue de la constitution d'une armée de mercenaires dans cette zone.

22. La thèse d'une prétendue défense du monde occidental ne saurait tromper personne. L'histoire montre que c'est toujours sous le prétexte de « protection » que les fauteurs de guerre ont préparé leur agression. Ce fut notamment le cas de l'Allemagne hitlérienne, qui a préparé la guerre la plus criminelle de l'histoire sous le couvert d'un prétendu pacte de protection conclu avec l'Italie et le Japon.

23. Le plan Schuman, dont l'objet est de rétablir l'industrie de l'armement en Allemagne occidentale, doit faire de l'Europe un arsenal dont les ressources viendraient s'ajouter

au potentiel militaire des États-Unis et permettre de jeter les bases de l'industrie de guerre du bloc agressif de l'Atlantique nord. La population de l'Allemagne occidentale ne peut plus supporter le fardeau que font peser sur elle les dépenses affectées à la création d'une armée de mercenaires et à l'accroissement des effectifs des armées d'occupation. Les prix montent sans cesse et les impôts s'accroissent ; l'économie et la monnaie deviennent de plus en plus instables, la situation de la population laborieuse s'aggrave de jour en jour. La population de l'Allemagne occidentale doit acquitter, au titre des frais d'occupation, une somme de 10 milliards 700 millions de marks par an, outre 13 à 15 milliards pour la création d'unités militaires en Allemagne occidentale.

24. A cette situation, conséquence de la politique de remilitarisation et de la course aux armements, on peut opposer les résultats qu'a permis d'obtenir l'œuvre de reconstruction pacifique poursuivie dans la République démocratique allemande : tout récemment, une nouvelle baisse de l'ordre de 15 à 30 pour 100 est intervenue en ce qui concerne les prix des produits alimentaires et des biens de consommation sur le marché libre.

25. D'autre part, on voit se développer en Allemagne occidentale une légitime résistance nationale contre la politique de remilitarisation, résistance à laquelle le gouvernement Adenauer répond en restreignant encore l'exercice des libertés démocratiques. En revanche, on assiste à une résurrection du fascisme : les ministres du gouvernement Adenauer font publiquement l'apologie de la guerre hitlérienne et des exécutions en masse perpétrées par les fascistes. Par des mesures telles que l'interdiction de la consultation populaire sur la conclusion d'un traité de paix, l'interdiction du Mouvement de la jeunesse allemande et du parti communiste, le ministre de l'intérieur Leer foule aux pieds les droits du peuple allemand, et, par les discours provocateurs qu'il prononce, par les incidents qu'il suscite avec l'appui de mercenaires fascistes dans les réunions publiques, il se montre aussi peu démocratique que le ministre de l'intérieur hitlérien Frick. Tout comme avant 1933, on recourt à ces méthodes fascistes pour préparer une nouvelle guerre, et, tandis que la députée sociale-démocrate Lili Waechter est condamnée par un tribunal militaire américain pour avoir dit la vérité sur les horreurs commises en Corée, les criminels de guerre précédemment condamnés sont libérés et reçoivent des postes de direction dans l'économie et l'administration de l'Allemagne occidentale.

26. Si des élections démocratiques avaient lieu dans toute l'Allemagne, la force des groupes d'aventuriers militaristes et fascistes assoiffés de revanche sur lesquels s'appuient le gouvernement Adenauer et le parti social-démocrate de Schumacher serait anéantie, car elle ne se maintient que grâce à la présence des forces d'occupation. L'oligarchie financière portée au pouvoir par Hitler, à laquelle appartiennent les principaux responsables de la deuxième guerre mondiale et qui espèrent une fois de plus réaliser leurs plans de conquête, serait définitivement détruite. Après les épreuves de la deuxième guerre mondiale, tout Allemand raisonnable sait qu'un troisième conflit serait un véritable suicide national et qu'il entraînerait l'anéantissement de sa patrie. Or, la remilitarisation conduit à la guerre. Certains veulent faire de l'Allemagne le théâtre d'un nouveau conflit où périraient des millions d'hommes, de femmes et d'enfants.

27. La République démocratique allemande réprouve cette politique de préparation à la guerre, et, si elle demande l'égalité des droits pour tous les Allemands, elle conçoit l'exercice de ces droits dans un climat de reconstruction

pacifique, de solidarité, de coopération, et non dans l'atmosphère d'une préparation fiévreuse à un nouveau conflit. Du reste, en orientant l'industrie de l'Allemagne vers la production pacifique, on pourrait relever le niveau de vie du peuple allemand, développer l'économie mondiale, réduire le chômage et lutter contre la misère.

28. Les adversaires d'élections libres et générales fondent leurs arguments sur les différences qui existent entre la situation en Allemagne occidentale et celle qu'on dit exister en Allemagne orientale. A ce dernier propos, la Commission a pu entendre les descriptions faites par les représentants de l'Allemagne occidentale et dont M. Bolz tient à souligner qu'elles ne reposent sur aucun fondement et constituent une grossière déformation de la vérité. Pour décrire le régime intérieur de l'Allemagne orientale, il suffit de dire que, conformément aux dispositions de l'Accord de Potsdam, le Gouvernement de la République démocratique allemande a effectué la réforme agraire, lutté contre la concentration de la puissance industrielle en supprimant les monopoles et les cartels qui s'étaient attribués ces leviers de commande de toute l'industrie, s'attirant ainsi la haine des hobercaux et des gros industriels. Toujours en vertu de l'Accord de Potsdam, ce gouvernement a épuré l'administration, l'enseignement et la justice, éliminant les éléments fascistes. Ce n'est pas par hasard que ces personnes se sont alors rendues en Allemagne occidentale où on les voit enseigner dans les écoles et les universités, siéger aux tribunaux et se livrer à nouveau à leurs néfastes activités. On a prétendu qu'à l'heure actuelle 185.000 prisonniers politiques seraient détenus dans des camps de concentration en Allemagne orientale. Nul n'ignore, cependant, que depuis fort longtemps il n'existe plus un seul camp de concentration sur le territoire de la République démocratique allemande. M. Bolz dément catégoriquement cette affirmation, comme il dément tous les chiffres cités à cet égard. Toutes ces déclarations n'ont qu'un seul but : créer de nouveaux obstacles à une entente entre tous les Allemands et empêcher l'organisation d'élections libres pour toute l'Allemagne.

29. Le Gouvernement de la République démocratique allemande propose d'organiser dans toute l'Allemagne des élections fondées sur une loi électorale unique, qui doit reproduire les dispositions de la loi électorale de Weimar de 1924.

30. Ceux qui demandent une enquête préalable sur la possibilité d'organiser dans toute l'Allemagne des élections libres ne poursuivent qu'un seul but : rendre impossibles des élections générales, faire obstacle au développement pacifique de l'ensemble du peuple allemand et consacrer la division de l'Allemagne. En inscrivant à son ordre du jour le point que la Commission examine actuellement, l'Assemblée générale a remis en question la possibilité d'organiser en Allemagne des élections générales. Or, la majorité du peuple allemand aspire à l'unité et demeure convaincue que de telles élections sont non seulement nécessaires, mais encore possibles. C'est au peuple allemand lui-même qu'il appartiendra de régler la question de savoir comment ces élections doivent se dérouler : le Gouvernement de la République démocratique allemande demeure convaincu que, lorsqu'il lui faudra résoudre le problème dont dépendra son destin, le peuple allemand saura rester dans la voie pacifique qu'il a choisie. De plus, l'organisation des élections est une question d'ordre intérieur, qui relève de la compétence du peuple allemand. La création d'une commission d'enquête et de contrôle constituerait une ingérence dans les affaires intérieures du peuple allemand et serait contraire, non seulement aux intérêts et aux vœux de ce peuple, mais encore aux principes de la Charte, notamment au principe de non-ingérence, au principe de

l'égalité des peuples et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. On ne peut donc faire valoir aucun argument d'ordre juridique pour justifier l'intervention des Nations Unies dans l'organisation d'élections libres en Allemagne. Le Gouvernement de la République démocratique allemande est fermement décidé à mettre tout en œuvre pour que les travaux préparatoires à l'organisation de ces élections soient aussi brefs que possible et pour qu'on ne s'engage pas dans une voie sans issue. Conscient des aspirations du peuple allemand, et certain de veiller à ses intérêts véritables qui correspondent du reste aux intérêts de tous les peuples, le Gouvernement de la République démocratique allemande est convaincu que sa position sera appuyée par tous les Allemands patriotes et même par tous les hommes qui ont à cœur la paix du monde.

31. M. EBERT (bourgmestre du secteur oriental de Berlin) tient tout d'abord à rappeler quelques faits essentiels à l'appui de son exposé. Il observe que l'accord conclu relativement à l'administration de Berlin par les quatre Puissances occupantes fait partie intégrante de l'accord concernant l'administration de l'ensemble de l'Allemagne. En vertu des dispositions des Accords de Yalta et de Potsdam, les quatre Puissances occupantes sont tenues de coordonner leur politique aussi bien à Berlin que dans le reste de l'Allemagne. Or, dès 1947, les faits ont montré que les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France n'avaient aucun désir de coordonner leur politique et celle de l'URSS ; ces Etats ont au contraire cherché à s'opposer à l'élaboration d'un traité de paix avec l'Allemagne, étape préliminaire du rétablissement de l'unité de ce pays. En ce qui concerne Berlin, cette attitude des Puissances occidentales s'est traduite, le 23 juin 1948, par l'application au secteur occidental du nouveau régime monétaire institué dans la zone occidentale d'occupation en Allemagne.

32. Cette réforme monétaire est contraire aux intérêts de la population allemande ; elle ne correspond à aucune nécessité économique ; elle est dirigée contre l'unité de l'Allemagne, et elle a complètement désorganisé la vie économique à Berlin. C'est de cette situation qu'est né le problème de Berlin, problème que le Gouvernement de l'URSS et le Commandement soviétique en Allemagne ont tenté de résoudre par la voie des négociations, tandis que les Puissances occidentales ont vainement cherché une solution dans l'aménagement du pont aérien. Le refus des Puissances occidentales de résoudre le problème par la voie de négociations a nettement établi que les Puissances occidentales cherchent à entretenir à Berlin la situation difficile qu'elles ont artificiellement créée.

33. M. Ebert rappelle ensuite que les travailleurs du secteur soviétique de Berlin ont tenté, pour leur part, d'empêcher que toute la population de cette ville ne soit affectée par une situation économique aussi difficile. Une assemblée municipale démocratique a été créée, avec le mandat de protéger la population de l'ensemble de la ville contre les conséquences désastreuses de la réforme monétaire. Cette assemblée municipale démocratique s'est mise à la disposition de la population du secteur occidental de Berlin qu'elle a ravitaillé en produits alimentaires, en combustible et autres biens de consommation. Grâce à cette initiative, la population du secteur occidental a pu, dans une certaine mesure, résister à la misère. La politique terroriste pratiquée par l'administration du secteur occidental a cependant empêché que ces efforts prennent toute l'ampleur souhaitable.

34. En novembre 1950 la Commission du Front national de l'Allemagne démocratique et de la ville de Berlin s'est adressée aux administrations des deux secteurs de cette

ville pour proposer que des élections libres et démocratiques aient lieu dans l'ensemble de la ville au mois de mars 1951. Une commission commune des administrations des deux secteurs devait être chargée de préparer et d'assurer ces élections. Les frontières des secteurs de Berlin devaient disparaître, et toutes les troupes d'occupation devaient être retirées de la ville. Si l'on avait procédé à de telles élections, l'administration unifiée aurait été en mesure de supprimer le chômage à Berlin, de provoquer la baisse des prix, de relever le niveau de vie de la population et de résister ainsi avec succès aux tentatives de remilitarisation de l'Allemagne. Les partis politiques du secteur occidental de la ville de Berlin et les organes consultatifs du gouvernement de ce secteur n'ont donné aucune suite à cette proposition, sans doute parce qu'elle constituait un premier pas vers la réalisation de l'unification de l'Allemagne.

35. M. Ebert, ayant terminé son exposé des principaux événements de l'histoire récente de Berlin, passe ensuite à l'examen de la situation matérielle du secteur occidental de Berlin, en la comparant à celle du secteur oriental. Il indique que, dans le secteur occidental de Berlin, plus de 300.000 personnes sont en chômage. Dans le secteur oriental de Berlin, au contraire, l'accroissement de la production a provoqué une pénurie toujours croissante de la main-d'œuvre spécialisée. La production industrielle du secteur occidental de Berlin n'a pas encore atteint 50 pour 100 du niveau de 1936, alors que, dans le secteur oriental, la production a largement dépassé ce niveau. Des subventions massives sont nécessaires pour équilibrer le déficit budgétaire du secteur occidental ; le budget du secteur oriental se solde chaque année par un excédent. Ces différences font ressortir les effets de la politique pratiquée par les Puissances occidentales. La politique d'agression pratiquée par les Puissances occidentales a fait de Berlin une tête de pont militaire et un foyer de provocation. La population de cette ville ne veut pas être l'enjeu d'une nouvelle guerre, mais la capitale d'un Etat pacifique et unifié.

36. De l'avis de M. Ebert, on ne saurait, d'ailleurs, atteindre cet objectif élevé en se limitant à des élections municipales pour la seule ville de Berlin. Ce n'est pas ainsi que sera réglé le problème allemand. Le problème à résoudre,

c'est celui de l'unité de l'Allemagne. Il ne peut être résolu que par l'élection d'une assemblée nationale et par la suppression des mesures qui ont conduit à la division du pays. C'est pourquoi l'orateur, s'associant aux propositions de la Chambre populaire de la République démocratique allemande, préconise une consultation générale pour toute l'Allemagne, en vue de la préparation d'élections sur tout le territoire allemand. Il exprime sa conviction qu'il est actuellement possible de procéder à des élections démocratiques en Allemagne. Ces élections démocratiques supposent le suffrage universel secret, et le rétablissement de la liberté individuelle en est la condition essentielle. Il ne s'agit pas, précise M. Ebert, de la liberté individuelle telle que la Chambre des représentants du secteur occidental l'envisage dans un projet de loi actuellement à l'étude, et qui constitue un défi lancé à la personne humaine. Ce projet de loi prévoit en réalité une série d'entraves à la liberté du travail pour quiconque, vivant dans le secteur occidental, cherche à exercer son emploi dans le secteur oriental. Au lieu de cette prétendue liberté individuelle, c'est une liberté vraiment démocratique qui doit régner dans les deux secteurs de la ville de Berlin.

37. M. Ebert évoque ensuite les efforts déployés par la population du secteur oriental de Berlin en vue de la reconstruction de la ville ravagée par la guerre. Ce désir de reconstruction est le témoignage certain des intentions pacifiques du peuple allemand, qui a tiré de son passé belliqueux la leçon amère de la défaite. Il déclare en conclusion, que le Gouvernement de la République démocratique allemande et l'Assemblée démocratique de Berlin sont résolus à procéder au scrutin secret à des élections libres et démocratiques.

38. M. Ebert déclare, en outre, que point n'est besoin, pour procéder à des élections, de mettre en œuvre une procédure bureaucratique ; point n'est besoin d'une enquête entreprise par une commission des Nations Unies. Ce que demande le peuple allemand, c'est que sa liberté et sa volonté soient respectées ; c'est pourquoi il demande des élections libres dans toute l'Allemagne.

La séance est levée à 13 heures.